Une région périphérique dans un pays émergent : le Nordeste brésilien

Jair Do Amaral Filho, Maria-Cristina Pereira, Yves-André Fauré

▶ **To cite this version:**

Jair Do Amaral Filho, Maria-Cristina Pereira, Yves-André Fauré. Une région périphérique dans un pays émergent : le Nordeste brésilien. Émergences capitalistes aux Suds, Karthala, p.187-211, 2013. hal-01136500

HAL Id: hal-01136500
https://hal.science/hal-01136500

Submitted on 13 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

10.

Une région périphérique dans un pays émergent : le Nordeste[1] brésilien

Jair do Amaral Filho,
Maria Cristina Pereira de Melo
Yves-A. Fauré[2]

Comme il en va de toutes les transformations économiques et institutionnelles, le processus de globalisation a enregistré à la fois un grand nombre d'adeptes et une armée de critiques. Cet état est parfaitement justifié par les résultats contradictoires de ce processus et dont la synthèse est loin de pouvoir être faite. Dans le même temps où la globalisation a rendu possible que des millions de personnes soient tirées de la pauvreté comme par exemple en Chine ou en Inde, elle a provoqué des difficultés dans les pays industrialisés en raison de la délocalisation des investissements et de l'externalisation de la production dont une des conséquences est la perte d'emplois dans ces mêmes pays.

[1] Nous avons maintenu dans ce texte le nom brésilien de cette région car elle ne se réduit nullement à une simple notion géographique que rendrait l'expression Nord-Est. Il s'agit en effet d'un vaste territoire majoritairement semi-aride qui, s'il présente bien évidemment des contrastes locaux, est le fruit d'une construction historique, culturelle, sociale, politique et économique qui lui donne une unité et une spécificité propres par rapport aux autres ensembles régionaux brésiliens.

[2] Respectivement professeurs à la Faculté d'économie et de gestion de l'Université Fédérale du Ceará à Fortaleza, coordinateur et membre du Groupe de recherche Région, Industrie et Compétitivité (RIC) ; professeur et directeur du Pôle Universitaire Guyanais, associé au RIC.

Si la presse internationale et les chercheurs ont jusqu'ici beaucoup focalisé leurs écrits sur cette relation entre pays émergents et pays anciennement développés, on perçoit aussi la nécessité que soient désormais réalisées des études et des recherches dédiées aux mouvements de délocalisation des investissements et d'externalisation des activités à l'intérieur de pays caractérisés par d'importantes disparités régionales comme c'est le cas du Brésil. Étant donné que la logique de concurrence produite par la globalisation se reflète dans le niveau des coûts relatifs, principalement dans le segment de la production, les entreprises tendent à user de stratégies de réduction des coûts et, dans ce cas, des régions présentant une offre de main-d'œuvre abondante et peu onéreuse finissent par bénéficier de ce processus. Ce processus a provoqué de notables transformations structurelles dans des régions périphériques de divers pays et, d'une certaine manière, il a influencé certains changements observés dans le Nordeste brésilien.

Malheureusement, la compréhension de ce phénomène, au Brésil, a été entravée par la prédominance de la thèse qui attribue à ladite « guerre fiscale » entre les États fédérés la responsabilité de la délocalisation des investissements, dans certains secteurs d'activité, des États plus riches du Sud et du Sud-Est vers la région nordestine. En réalité, les économies de cette dernière région, d'une certaine façon, ont bénéficié des délocalisations et de l'externalisation en fonction d'une logique de concurrence des entreprises poussant à la recherche d'une réduction des coûts de production. Dans ce sens, il est possible d'avancer l'hypothèse selon laquelle la région nordestine du Brésil a profité du processus de globalisation dans la mesure où elle a accueilli un volume significatif d'investissements en provenance des autres régions du pays et de l'étranger. A côté de l'industrie de transformation, les secteurs de l'agriculture, notamment irriguée, et du tourisme sont marqués par les effets de la globalisation en étant parvenus à attirer des investissements et des consommateurs internationaux.

Même si ce phénomène n'engendre pas un processus classique d'industrialisation dont la caractéristique se vérifie dans la création de réseaux locaux de fournisseurs de connaissances, de machines, d'équipements et d'intrants, il a permis la manifestation d'au moins trois traits qui attestent que la région nordestine brésilienne a participé au processus de globalisation : i) la création de lignes de montage de biens de consommation finale et de biens intermédiaires tels les chaussures, les vêtements, les machines à coudre, les ventilateurs, l'automobile, etc. tournés vers le marché domestique et les marchés extérieurs ; ii) la participation d'entreprises à des chaînes internationales de fourniture à travers, principalement, l'industrie textile ; iii) un secteur productif

affecté par le processus d'externalisation, celui-ci se vérifiant notamment dans l'industrie de la confection.

Malgré ces avancées dans le cadre de la globalisation on doit reconnaître que, d'un côté, ces évolutions sont encore très fragiles et superficielles et que, d'un autre côté, ces avantages comparatifs sont bâtis sur des piliers relativement vulnérables dans la mesure où la basse rémunération de la main-d'œuvre, au-delà des incitations relevant des finances publiques, tend à augmenter sur le long terme avec la pression exercée sur le marché du travail dans le même temps où les avantages fiscaux peuvent être également offerts par les gouvernements des autres régions brésiliennes, comme il est souvent arrivé, ou encore contestés par les organismes internationaux. Ainsi, à moyen et à long termes ces avantages favorisent un mouvement pendulaire d'égalisation spatiale du coût des facteurs, phénomène qui commence déjà à se manifester puisqu'on note une décélération des investissements des autres régions du Brésil dans le Nordeste. De plus, dans le cas d'investissements liés à des délocalisations venues de l'extérieur et portant sur des lignes de montage, une fragilité certaine de ces mouvements réside dans le fait que les centres nerveux d'innovation et de décision se maintiennent hors de la région nordestine.

Dans ce contexte de globalisation et de transformations qui lui sont associées, deux aspects méritent de retenir l'attention. En premier lieu, en dépit des changements profonds vécus par l'économie nordestine qui bénéficie entre autres des effets d'intégration de l'économie nationale, la participation de la région au PIB (Produit intérieur brut) du Brésil, selon les données de l'IBGE (Institut brésilien de géographie et de statistique), a connu une chute de 13,1% entre 1985 et 2005. Dans le même temps les régions Nord, Sud et Centre-Ouest ont accru leur contribution au détriment de la région Sud-Est la plus industrialisée du pays.

En second lieu, dans la même période d'approfondissement de la globalisation, on a assisté à la mort de la politique de développement régional en principe favorable au Nordeste à travers, notamment, l'extinction de la Superintendance de développement de cette région, la SUDENE, restaurée par le président Lula da Silva. Le vide laissé, au Nordeste, par la disparition de la politique fédérale de développement régional a été occupé par des politiques de développement économique mises en œuvre par les gouvernements des États nordestins qui, encouragés par l'atmosphère de décentralisation qui a régné lors de l'adoption de la constitution brésilienne de 1988, n'hésitèrent pas à recourir aux incitations fiscales, en jouant notamment sur l'impôt sur la

circulation des marchandises et des services (ICMS)[3], et à miser sur la main-d'œuvre bon marché pour accueillir des capitaux du Sud et du Sud-Est à la recherche d'une réduction des coûts de production.

La « grande transformation »

A l'exemple d'autres domaines des sciences sociales, la connaissance sur l'économie régionale et sur les conditions de son développement a été affectée par de grands changements de paradigmes, rapidement exposés ci-après. Ils ont eu pour effet que le facteur distance ou coût des transports est devenu un facteur additionnel, et non pas exclusif, pour expliquer et soutenir le développement régional ou pour éclairer le « démontage » des espaces constitués. Face à ce nouveau cadre, Paul Krugman (1991) et des géographes comme Ron Martin (1995) ont mis en avant l'idée que, au-delà des coûts de transport, des facteurs comme l'histoire ou l'action locale ou régionale sont importantes pour le développement des régions. Dans cette même ligne d'autres courants des écoles évolutionnistes et institutionnalistes ont contribué à l'apparition de nouveaux concepts et théories sur l'économie régionale en mettant par exemple en évidence les facteurs endogènes dans les conditions de son développement (Amaral Filho, 2001). On présentera ci-après les principaux éléments générateurs de la « grande transformation » du système capitaliste.

La crise de la planification et de l'intervention régionales centrales

Le processus de décentralisation politico-administrative, vérifié dès le début des années 1980, a provoqué la décentralisation du rôle des acteurs dits régionaux, comme des décisions et des investissements. Ce phénomène s'est produit à l'échelle mondiale, et notamment en Europe et en Amérique latine[4] . Dans un tel processus, les acteurs, jusque-là limités à l'État central, ont partagé leurs décisions avec d'autres acteurs plus proches des territoires : États fédérés, municipalités, organisations non gouvernementales (ONG) et associations.

De leur côté les grands investissements portant sur des projets structurants et des infrastructures ont cohabité avec des investissements ponctuels et localisés. Il ne fait pas de doute que ce processus a provoqué une valorisation du territoire et du pouvoir local au détriment des

[3] Sorte de TVA constituant la plus importante recette fiscale alimentant les budgets des Etats fédérés et dont une partie est ensuite reversée aux communes.

[4] A propos du Brésil, voir notamment les études de Fauré et Hasenclever, 2005 et 2007.

autorités centrales et, par voie de conséquence, a entraîné un intérêt nouveau à l'endroit des petits producteurs locaux. Dans l'objectif de promouvoir le développement à cette échelle, les acteurs locaux ont cherché, à l'exemple de la Troisième Italie et d'autres « régions qui gagnent » , à créer un milieu propice à l'engagement des petites entreprises locales dans la mise en place de *clusters*, de districts industriels, de systèmes productifs locaux (cf. par ex. Benko et Lipetz, 1992, 2000)

La restructuration des marchés

Depuis la crise du modèle keynésien et de l'État-providence, dans les années 1990, il se dit que le marché est gouverné par l'offre, ce qui n'est qu'une demi-vérité. Avant que cela ne se produise, il a été nécessaire qu'intervienne une profonde transformation de la demande effective démontrée sous plusieurs aspects comme sa segmentation, son atrophie – découlant d'une perte relative des revenus – et, principalement, son instabilité. L'instabilité de la demande à l'échelle mondiale au cours des années 1990 principalement constitue la propre synthèse de cette métamorphose. Ce changement a provoqué des réactions et adaptations du côté de l'offre dont la matrice a été la déconcentration et la décentralisation de la production. L'offre a alors été orientée par la recherche de la réduction des coûts fixes et de la flexibilité, autant dans les décisions de produire que dans les formes de la production. En conséquence ces transformations ont favorisé les petites et moyennes entreprises, et pas seulement celles qui existaient déjà, mais aussi les petites unités productives devenues des démembrements des grandes firmes dans le cadre d'une externalisation de certaines activités de celles-ci.

La méga-métropolisation et les méga-problèmes urbains

Les avantages offerts par les métropoles sont bien connus, qu'il s'agisse des économies d'échelle, des économies d'agglomération et des économies externes provoquées par la concentration des facteurs, tangibles et intangibles, et des marchés. Cependant, le processus de méga-métropolisation, plus ou moins contrôlé dans les pays développés et plus ou moins désordonné dans les pays en développement, suivi lui-même par la montée de méga-problèmes urbains, a provoqué, dans différents aspects de la vie économique, un relâchement d'intérêt pour la localisation dans les grandes villes. Les difficultés affrontées par les administrations municipales de ces grandes agglomérations ne sont pas

moindres. Le besoin d'élargir l'offre de services et d'équipements publics, sur une échelle considérable, a causé les crises financières de ces mêmes administrations. Ces phénomènes ont conduit à un déplacement dans l'espace des investissements, généralement vers des régions éloignées des territoires métropolitains, ce qui a favorisé et renforcé les initiatives de développement local et de soutien aux actions entrepreneuriales dans des localités jusque-là plutôt isolées. Ce fut le cas au Brésil où les données statistiques de l'IBGE ont montré ces dernières années un double mouvement de population et d'emploi en faveur des régions intérieures des États fédérés (Fauré, Hasenclever et Neto, 2008).

La globalisation et l'ouverture économique

La globalisation et l'ouverture économique, qui se sont manifestées intensément dans les années 1990, ont imposé aux entreprises et aux régions un défi sans précédent en termes de compétitivité[5]. Une des formes d'adaptation adoptées par les entreprises a consisté à se défaire de leurs racines territoriales et à poursuivre dans d'autres horizons la course à la compétitivité à travers la recherche d'aides, le recrutement d'une main-d'œuvre moins coûteuse et des facilités de marché. On a ainsi assisté à un important processus de délocalisation des investissements, ceux tout spécialement liés à des activités intensives en main-d'œuvre, et à une concurrence aigue entre les territoires pour l'attraction de ces investissements (Berger, 2005).

Les aspects les plus connus de ce processus sont le déclin de régions à tradition industrielle – textile, sidérurgie, exploitation de minerais, industrie navale, etc. – comme il est arrivé en France et en Angleterre, et la montée en puissance d'autres régions, jusque-là peu expressives, qui sont parvenues au statut de régions industrielles significatives. La Chine et l'Irlande, pour citer ces deux exemples, ont été de grandes réceptrices d'investissements étrangers ayant contribué à des taux de croissance élevés jusqu'à la veille de la crise actuelle.

Cependant, le processus de délocalisation des investissements et des établissements industriels à la recherche de facteurs compétitifs ne révèle qu'un seul aspect des changements, celui qui porte sur le côté fonctionnel des entreprises. Une autre face du phénomène est relative au déplacement de la référence de l'État-nation par rapport au territoire favorisé par la dilution relative des frontières nationales. La valorisation du territoire et de ses acteurs apparaît comme la contrepartie du processus de

[5] La crise économique actuelle ne permet guère d'éclairer les tendances à venir. On peut aussi bien imaginer un approfondissement de la globalisation d'un qu'un phénomène de reflux.

globalisation et de l'ouverture des marchés nationaux étant donné que si les mesures de dérèglementation sont bien prises à l'échelle macro, leurs répercussions, que celles-ci soient positives ou négatives, se manifestent au plan micro et territorial. Par ailleurs des changements ne sont pas exclus à l'avenir à l'échelle macro en liaison avec un accroissement de la régulation.

Les technologies de l'information et de la communication

Les décennies 1990 et 2000 ont vu le recours intensif aux technologies de l'information et de la communication (TIC) par les individus, les entreprises, les administrations et les gouvernements dans la routine de leurs activités. Ceci a conduit à la formation de réseaux de transmission de données, d'images et d'informations de telle façon qu'il est devenu possible de relativiser l'importance de la distance spatiale et qu'un nouveau concept a émergé, celui de la proximité organisationnelle permise par l'insertion de l'individu, de l'entreprise ou de la région dans des réseaux de communication[6].

L'impact du développement des TIC s'est révélé dans l'automatisation de certains types d'activité ou de certaines tâches d'entreprises, en rapport avec l'espace géographique qui abrite la maison-mère du groupe ou le siège de la firme. La décentralisation fonctionnelle des activités entrepreneuriales s'en est trouvée facilitée aussi bien que la décentralisation spatiale dans l'exécution de certains travaux ce qui signifie que les agents professionnels n'ont pas besoin d'être physiquement présents au siège de l'entreprise ou du commanditaire du service. De même cela montre que les outils de TIC sécurisent une partie importante de la gouvernance du processus de décentralisation et de déconcentration productives grâce aux réseaux de communication. Mais cela signifie aussi que l'immense secteur des TIC est devenu une frontière dans les affaires pour les petites et moyennes entreprises à base technologique. Les technologies de l'information ont fini par signifier pour ces segments qu'elles sont des instruments importants pour la réduction des coûts de marché – marketing, approche des clients, sites et portails internet.

[6] Cf. notamment Lung, Bellet et Colletis (1993), une des publications fondatrices de l'école française des économies de proximité où se signale notamment le Groupe de Recherche en Économie Théorique et Appliquée (GREThA) de l'Université de Bordeaux.

Le Nordeste brésilien : un peu d'histoire économique récente

Les blocages structurels de la région

Il n'est pas trop d'affirmer que, dans les années 1950, période pendant laquelle Celso Furtado s'est engagé dans la thématique des inégalités régionales au Brésil, plusieurs questions régionales se posaient liées aussi bien à l'inoccupation de l'intérieur du pays qu'à l'absence d'intégration des économies régionales et du marché national. Ces problèmes étaient associés à la question de l'unité nationale. La métaphore de l'archipel de régions isolées gouvernées depuis l'extérieur, évoquée par Francisco de Oliveira, est assez appropriée pour décrire cette situation[7]. Cependant il est possible d'affirmer qu'à cette époque au moins deux questions régionales étaient clairement posées (Amaral Filho, 2007).

La première se situait à l'intérieur du pays, plus exactement dans le Centre-Ouest, région très vaste et pratiquement sans population. Les Brésiliens étaient concentrés sur le littoral et cette répartition suggérait un problème relatif à la sécurité nationale[8]. La deuxième question régionale se trouvait au Nordeste mais, dans ce cas, le problème était qu'il s'agissait d'un espace relativement bien peuplé mais avec une population très pauvre. La domination des intérêts politiques et sociaux des vieilles oligarchies latifundiaires contrastait fortement avec le scénario du Sud-Est, région animée par les intérêts des classes moyennes et des groupes d'entrepreneurs qui conduisaient un processus accéléré d'industrialisation et d'urbanisation.

La première question a été immédiatement intégrée à l'agenda du gouvernement Juscelino Kubitschek en tant que composante de son projet politique. En ce sens, le gouvernement n'a pas modéré ses efforts ni ses ressources pour faire aboutir la construction de la nouvelle capitale, Brasília. La détermination du président pour la concrétisation de ce projet a été si intense qu'elle lui a fait rompre les relations du pays avec le Fonds monétaire international. Ce dernier s'opposait au projet en mettant en avant l'impact sur la dépense publique et, par voie de conséquence, sur l'inflation. A l'époque, la construction de Brasília, entre 1956 et 1960, a été interprétée comme une affaire personnelle et orgueilleuse d'un président désireux de laisser une importante trace de son gouvernement (cf. Costa Couto, 2006). Il ne fait pas de doute que cette ambition restera à jamais mais beaucoup plus pour le rôle que ce projet a exercé sur le

[7] On peut recommander la lecture de Guimarães Neto, 1989, qui propose une analyse historique du Nordeste.

[8] Cette concentration sur la côte était le produit du mode de colonisation portugaise qui avait initialement divisé le territoire en capitaineries héréditaires à partir du littoral.

processus d'occupation, de peuplement et d'avantage économique du Centre-Ouest.

La seconde question régionale a été tardivement incorporée dans l'agenda du président Kubitschek, en 1958-1959, sous l'effet des pressions sociales dans le Nordeste. Des mouvements de paysans sans terre y étaient soutenus par les secteurs progressistes de l'Église. Si ces pressions ont poussé le gouvernement fédéral à prendre d'importantes décisions en faveur de la région, la forme et le contenu des interventions ont été directement influencés par les arguments techniques et consistants présentés par Celso Furtado, à l'époque économiste du Groupe de travail pour le développement du Nordeste (GTDN) et directeur régional de la Banque de développement économique (BNDE). Sous cet aspect, il n'y a pas de doutes que Celso Furtado et la SUDENE ont entraîné un changement radical dans le modèle conceptuel des interventions publiques fédérales dans le Nordeste.

Sur ce point, la rencontre entre Celso Furtado et le président Kubitschek au Palais Rio Negro de Petropolis (1959) a été décisive. Les problèmes du Nordeste étaient aiguisés par les effets désastreux de la grande sécheresse de 1958 et les mouvements populaires qui se développaient[9]. Lors de cette réunion C. Furtado a exprimé des critiques sur les modes d'interventions fédérales dans le Nordeste, montrant que de telles actions avaient contribué à consolider les structures archaïques régionales au lieu de les réduire, rendant impossible le développement de la région et augmentant les inégalités entre le Nordeste et le Sud-Est du pays.

D'après Celso Furtado deux erreurs fondamentales avaient été commises par le gouvernement brésilien. La première a été d'accorder des aides à la production sucrière, ce qui a encouragé le retard technologique et la concentration de revenus entre les mains des usiniers. La seconde a été la stratégie de lutte contre la sécheresse qui se basait sur des travaux de construction de petites retenues d'eau réalisées par le Département national des travaux contre la sécheresse (DNOCS) afin de retenir les eaux de pluie. Cette stratégie a finalement débouché sur une appropriation des ressources hydriques par les grands latifundiaires du *sertão* protégeant leurs élevages bovins. Ensemble, ces deux erreurs provoquèrent une concentration de revenus et de pouvoir dans le Nordeste. L'économiste ajoutait à cela l'important appui accordé par le gouvernement fédéral sous forme de subsides et d'investissements en infrastructures en faveur de l'industrialisation et des industries du Sud-Est, ce qui a aggravait encore les disparités régionales.

[9] En 1958 la production alimentaire, au Ceará, un des États du Nordeste, a chuté de 70% touchant directement la petite production familiale (Furtado, 1997a).

Pratiquement 50 ans plus tard, on peut observer deux aspects nouveaux à propos de la question régionale au Brésil. Le premier est que, en dépit des clivages historiques et culturels localisés il n'y a pas, à proprement parler, une question régionale, au sens classique du terme – absence au demeurant reconnue officiellement par le propre Ministère de l'Intégration nationale qui considère plus importantes les inégalités de revenus entre les personnes, y compris à l'intérieur d'un État fédéré ou d'une région (Ministério da Integração Nacional, 2003). Cet aspect résulte, sans doute, de l'application d'une complexe politique d'intégration nationale exécutée par les gouvernements fédéraux de ces dernières décennies. Le second aspect est que les deux fronts de cette intervention fédérale, au Nordeste et dans le Centre-Ouest, ont produit des résultats différents et surprenants.

La région nordestine, malgré les changements structurels et la diversification de sa base économique, n'a pas encore réussi à modifier son cadre de misère sociale ni son insertion dans la division régionale du travail. Le reflet de cet échec peut se voir dans l'évolution de sa participation au PIB national passée de 14,1% en 1985 à 13,1% en 2005 (IBGE). Celso Furtado, dès son retour d'exil au Brésil[10], attribua ce paradoxe à un processus de modernisation conservatrice au cours duquel les aides gouvernementales avaient été accaparées par les élites régionales en connivence avec la technocratie du régime militaire (cf. Araújo 1996, 1999). De son côté, la région du Centre-Ouest, bien que ne disposant pas d'une base industrielle significative, s'est transformée en une région dynamique, productrice d'importants excédents agricoles et d'élevage exportables, contribuant fortement à la création de soldes commerciaux positifs, sans parler d'une contribution croissante au PIB brésilien (4,8% en 1985 et 7,5% en 2003, IBGE).

Dans cette perspective, il n'est pas exagéré de qualifier le Centre-Ouest, aujourd'hui, de « Troisième Brésil » . A l'exemple de ce qui s'est passé en Italie, sans même bénéficier d'un important programme de développement comme ce fut le cas du Mezzogiorno[11], un développement de l'économie locale s'est opéré sous l'impulsion des activités de petits et moyens entrepreneurs, d'un capital social actif et d'appuis de gouvernements locaux. Ceci montre que, malgré les efforts déployés par le gouvernement fédéral dans le Nordeste, les structures, particulièrement celles du monde agricole et agraire, et les institutions qui leur sont

[10] Le régime militaire (1964-1985) qui s'est installé au Brésil à la suite d'un coup d'État avait mis fin aux fonctions de l'économiste brésilien et l'avait privé de ses droits civiques et politiques. Il fut conduit à l'exil et enseigna, entre autres, pendant cette période, à la Sorbonne.

[11] Cette région du sud de l'Italie disposait de la Maison du Mezzogiorno qui tenait le même rôle que la SUDENE.

associées exercèrent une fonction de frein sur les changements visés par la planification de la SUDENE de Celso Furtado.

Les propositions pour le développement du Nordeste

Les propositions de Celso Furtado en vue de développer le Nordeste ont été présentées au GTDN qui, par la suite, a donné naissance à la SUDENE. Elles commencèrent à prendre forme à partir des Plans directeurs de développement exécutés par cette agence. Il y eut au total, quatre Plans directeurs. Les stratégies retenues visaient à casser le cercle vicieux de la pauvreté dans la région, favoriser une dynamique vertueuse de croissance et de développement par le biais d'un ensemble d'actions destinées à réorganiser le secteur agricole en même temps qu'était lancé un vaste programme d'incitations fiscales et d'investissements en infrastructures dans les domaines de l'énergie, des transports, etc.

Les propositions, *grosso modo*, se résumaient en deux points. Premièrement, il s'agissait d'augmenter la production alimentaire à partir de trois fronts : élargir les zones de production dans les sous-régions humides grâce à la réforme agraire ; profiter des rives du fleuve São Francisco pour développer la production agricole irriguée ; ouvrir une nouvelle frontière agricole dans la partie orientale du Maranhão (Furtado, 1984). Deuxièmement, l'idée était de restructurer l'industrie traditionnelle de la région, spécialement son secteur textile, en plus de promouvoir l'industrialisation par la création de nouveaux segments productifs à travers des aides fiscales. Sous cet aspect, Celso Furtado a clairement mis en avant la nécessité de créer un instrument fiscal capable de provoquer un différentiel susceptible d'attirer les entreprises et de les faire s'installer dans le Nordeste. Pour lui c'était l'unique moyen d'affronter la concurrence du parc industriel du Sud-Est (Furtado, 1997b, tome II).

Il n'est pas aisé d'évaluer les propositions formulées et mises en œuvre sous l'influence du GTDN. Ces propositions ont souffert d'un intense feu politique contraire opéré par les élites régionales et des politiciens traditionnels du Nordeste qui occupaient les bancs du Congrès national. Comme l'a montré Araújo (1996, 1999), beaucoup de propositions réformistes de Celso Furtado, à commencer par la propre SUDENE, furent mises sous le boisseau ou défigurées à l'occasion de leur application. On peut cependant tenter un bilan de ces propositions à partir de trois groupes d'observations.

Le premier groupe rassemble les propositions assurées et valides. On rangera ici, en premier lieu, la création de la SUDENE. Très probablement la principale contribution de celle-ci a tenu dans le fait qu'elle a constitué un élément-clef dans la coordination des décisions

politiques et économiques dans le processus de développement du Nordeste. Sous cet angle, on a l'impression que cette notion de coordination des décisions continue à être une question cruciale au point de justifier la renaissance de cette agence[12]. En second lieu on peut évoquer la restructuration et la modernisation de l'industrie textile. Celle-ci a réussi à survivre, surtout au Ceará, grâce aux programmes de modernisation technologique mis en œuvre par la SUDENE. En troisième lieu, il importe de mettre en relief la proposition consistant à tirer profit des rives du fleuve São Francisco pour soutenir une agriculture irriguée qui a transformé les régions de Juazeiro (Ceará) et de Petrolina (Pernambuco) en grandes productrices et exportatrices de fruits. Enfin, on pourrait citer la diversification de la base industrielle grâce aux infrastructures lancées et amplifiées par la SUDENE, au-delà des incitations fiscales destinées aux entreprises qui se délocalisèrent vers le Nordeste.

En ce qui concerne les propositions erronées ou décevantes, peut-être la plus évidente se situe-t-elle dans la croyance excessive dans la planification, au demeurant commune à l'époque, dont le corolaire était de penser que l'État pourrait changer la société et le marché, voire même se substituer à ce dernier. Ceci ne fut pas un problème propre à Celso Furtado, mais bien celui d'une époque dominée par le modèle national-développementiste, porteur d'un haut degré de volontarisme transformateur. Le point critique de la planification ne se trouvait évidemment pas dans son contenu technique quand elle fonctionnait comme un outil de prévision ou quand elle favorisait les études sur le comportement de phénomènes institutionnels et naturels. Il se localisait surtout dans son contenu idéologique. En tant que technique, la culture de la planification introduite par Celso Furtado a été d'une grande importance dans deux domaines, le premier, celui de la lutte contre la sécheresse et le second, celui de l'intégration par la SUDENE des ressources fédérales destinées à la région. Dans le premier domaine, une innovation bien confirmée fut de mettre fin à l'improvisation dans les actions de combat contre la sécheresse et de laisser place à un système d'informations stratégiques et d'opérations anticipées. Dans le second domaine, on peut dire que les Plans directeurs de développement de la SUDENE ont introduit un rationalité structurante dans les investissements réalisés par le gouvernement fédéral dans la région.

Parmi les déceptions figurent les prévisions relatives à trois séries de transformations : d'abord dans la région semi-aride où l'on espérait la disparition des cultures de subsistance ; ensuite dans les zones humides

[12] Cette question de la coordination des décisions économiques était un point central des préoccupations théoriques de Celso Furtado. Ceci est très clair dans Furtado, 1968.

qui devaient aussi devenir productrices d'aliments et vendre les excédents ; enfin dans la partie orientale du Maranhão qui avait théoriquement vocation à se transformer en nouvelle frontière agricole par la colonisation des terres, produisant des aliments et absorbant une main-d'œuvre venue des zones semi-arides. Dans le premier cas, le résultat concret fut un échec du complexe élevage / coton / cultures de subsistance avec la pérennisation de celles-ci. Dans le deuxième cas, l'agro-industrie sucrière s'est transformée, partiellement, en productrice d'alcool quand elle n'est pas entrée dans un cycle d'endettement et qu'elle n'a pas laissé les usines en friche. Dans le dernier cas, le modèle de colonisation a connu un échec opérationnel.

Enfin, s'agissant des propositions qui n'ont pas intégré certaines tendances de l'économie nordestine et qui n'ont été perçues que plus tard, on peut citer l'émergence et la croissance sensible du secteur du tourisme, la percée de nouveaux fronts agricoles dirigés par des migrants *gaúchos* en provenance du Sud du pays et lancés dans la production de soja dans les États de Bahia, Piauí et Maranhão, l'effondrement de systèmes productifs locaux – *babaçu*, coton, *carnaúba*, cacao[13] – dû à l'ouverture commerciale, enfin la nouvelle impulsion donnée à l'industrialisation sur la base des politiques des États fédérés offrant des incitations fiscales.

Les transformations structurelles récentes au Brésil et dans le Nordeste

L'évolution des grandes régions du pays

A l'examen du tableau 1, on peut noter d'intéressantes caractéristiques dans l'évolution des grandes régions brésiliennes et, plus précisément, dans leur contribution à la richesse nationale tout au long de la période 1985-2005. La participation au PIB de la région Nord qui est de 3,8% en 1985 s'élève à 5% en 2005. Au cours de cette même période la contribution du Nordeste passe de 14,1% à 13,1%, celle du Centre-Ouest de 4,8% à 8,8%, celle du Sud de 17,1% à 16,6% et celle du Sud-Est de 60,2% à 56,5%.

[13] Le *babaçu* et la *carnaúba* sont deux variétés de palmier dont les populations locales exploitent les noix (huile et vin), les palmes (couverture des abris et aliment pour le bétail), les feuilles (vannerie) dans le premier cas et dont on extrait, dans le second cas, une cire très utilisée dans les cosmétiques, les médicaments et dans divers autres produits industriels (automobiles notamment).

Tableau 1.
Participation en % des grandes régions au PIB brésilien (1985-2005)

	Nord	Nordeste	Sud-Est	Sud	Centre-Ouest
1985	3,8	14,1	60,2	17,1	4,8
1987	4,4	13,1	60,2	17,3	5,0
1989	4,9	12,3	59,4	18,6	4,8
1991	4,7	13,4	58,7	17,1	6,1
1993	5,2	12,8	57,7	18,5	5,8
1995	4,6	12,8	58,7	17,9	6
1997	4,4	13,1	58,6	17,6	6,3
1999	4,5	13,1	58,2	17,8	6,4
2001	4,8	13,1	57,1	17,8	7,2
2003	4,8	12,8	55,8	17,6	9,0
2005	5,0	13,1	56,5	16,6	8,8

Source : IBGE

Très clairement, des régions gagnent, des régions perdent quand d'autres encore stagnent. Les régions Nord et Centre-Ouest se distinguent en tant que gagnantes. Chez les perdantes, on note le Sud-Est qui montre de nets indices de déclin. Face à ces données il n'est pas difficile de conclure que, dans le cadre des grandes interventions du gouvernement fédéral au plan régional[14], ce sont les régions Nord et Centre-Ouest qui réagirent le mieux aux soutiens accompagnant les politiques de développement. Alors qu'au Nordeste le système des incitations fiscales a débouché sur d'importants revers, générant un solde positif très réduit, dans la région Nord ce même dispositif s'est rendu viable en allant de pair avec un modèle industriel qui a connu le succès. Le Centre-Ouest a profité des externalités produites par la construction de Brasília qui a accru les revenus et augmenté le prix du foncier. Le complément du processus de croissance, dans cette même région, est dû aux entrepreneurs privés qui s'y sont installés.

Les secteurs d'activité dans les États du Nordeste

Selon les données de l'IBGE, à l'exception de l'Alagoas, tous les États du Nordeste ont été affectés par un déclin de la contribution de leur secteur industriel à leur PIB dans la période 1990-2005. Pour autant, comme on le verra en examinant les données sur l'emploi de la RAIS on

[14] Le Centre-Ouest a bénéficié notamment des effets de la construction de la nouvelle capitale ; le Nord a profité de l'installation de la SUFRAMA – Superintendance de la Zone franche de Manaus ; le Nordeste a été concerné par la création de la SUDENE et la série des Plans directeurs.

ne peut pas dire que l'industrie se soit rétractée dans ces États. Au contraire même, en plus de connaître une expansion, l'industrie a montré quelques transformations structurelles dignes d'intérêt. Dans l'ensemble, les États qui ont davantage souffert du déclin sont ceux du Ceará, du Pernambuco, du Rio Grande do Norte et du Sergipe dans lesquels l'industrie a perdu près de 10 points de pourcentage de sa participation relative aux PIB concernés. Dans tous les États le secteur des services, incluant le commerce, a progressé de manière significative pour atteindre, plus ou moins, un niveau de 70%.

Au cours de cette même période la participation relative du secteur de l'agriculture et de l'élevage a connu une chute spectaculaire dans tous les États, à l'exception du Maranhão et du Piauí avec, respectivement 17,8% et 11,4%. Parallèlement, dans les autres États ce même secteur a reculé pour atteindre une tranche de 5 à 8% des PIB. L'aspect dramatique de cette évolution réside dans le fait que dans ces États où prédominent les zones semi-arides, la population rurale est restée numériquement importante bien que présentant des caractéristiques différentes de celles du passé. Au cours des années 1990, des systèmes productifs importants, comme le coton, ont disparu de la scène ou ont été singulièrement réduits sans que d'autres filières productives soient mises en place ou émergent, laissant ainsi un vide économique considérable. Les États qui sont parvenus à présenter des nouveautés alternatives dans ce secteur de l'agriculture et de l'élevage sont l'État de Bahia, avec l'agriculture irriguée, le soja et le coton, le Pernambuco, avec l'agriculture irriguée, le Maranhão avec l'élevage et le soja, enfin le Piauí avec le soja.

L'évolution de l'industrie de transformation

Comme il a été dit plus haut, l'industrie de transformation a perdu du poids relatif dans les PIB des États et ce, pratiquement dans tous les cas. Cependant on peut constater dans le tableau 2 une expansion du nombre d'emplois formels enregistrés dans ce secteur au cours de la période 1990-2005. La progression pour l'ensemble du Nordeste a été de 28,75%. Les trajectoires dynamiques de ces États peuvent être classées en quatre groupes différenciés.

Le premier groupe est constitué du seul Ceará avec une forte expansion de 91,08%. Dans le deuxième groupe, figurent les États de Bahia, avec une croissance de 49,73%, le Piauí (52,38%), et le Rio Grande do Norte (41,47%) qui ont donc connu une progression moyenne. Le Maranhão (21,57%) et le Sergipe (26,32%) constituent le troisième groupe caractérisé par une faible expansion. Le quatrième groupe est composé du Pernambuco qui a présenté une variation négative de 23,61% au cours de la période. Devant ces résultats, il serait prématuré d'émettre

de quelconques conclusions en termes d'industrialisation ou de désindustrialisation de ces États. Il faudrait pour cela procéder au préalable à une analyse segmentée pour identifier les modifications qualitatives de leurs structures industrielles. Toutefois, ceci peut par exemple signifier que, dans les États qui présentent des taux moyens ou faibles de croissance de leurs emplois industriels, des investissements peuvent y avoir été décidés sur des segments productifs à basse intensité de main-d'œuvre. Et, symétriquement, il est possible que dans les États ayant connu des taux de progression plus élevés l'augmentation des investissements ait concerné des industries à haute intensité de main-d'œuvre. Ceci étant, l'État du Pernambuco peut déjà être appréhendé, sous forme d'hypothèse, comme un cas de désindustrialisation.

Tableau 2.
Emplois formels dans l'industrie de transformation du Nordeste (1990 - 2005)

Etats du Nordeste	Emplois en nombres absolus		Variation
	1990	2005	
Nordeste	603.595	77.141	28.75%
Alagoas	59.162	95.978	62.23%
Bahia	103.457	154.908	49.73%
Ceará	94.862	181.265	91.08%
Maranhão	20.050	24.375	21.57%
Paraíba	40.330	55.229	36.94%
Pemambuco	209.911	160.353	-23.61%
Piaui	13.911	21.198	52.38%
Rio Grande do Norte	37.155	52.562	41.47%
Sergipe	24.757	31.273	26.32%

Source : RAIS

Comme le montre le tableau 3, la proportion d'emplois industriels formels dans l'emploi formel total du Nordeste a chuté de 27,06% en 1990 à 20,55% en 2005. Cette perte a été compensée par le secteur des services. On peut voir que, dans cette période, la majorité des États a été concernée par cette réduction, à l'exception du Ceará qui a conservé la même part relative, autour de 28% et de l'Alagoas qui l'a accrue de 38,07 à 39,97%. Parmi les secteurs industriels du Nordeste, en 1990, les trois principaux employeurs étaient les secteurs de la transformation de produits alimentaires (11,86%), du textile (4,93%) et de la chimie (2,45%). En 2005 les deux premières places sont toujours occupées par les produits alimentaires (7,93%) et le textile (3,51%) mais la nouveauté est que la troisième position est prise désormais par le secteur de la fabrication de chaussures (2,16%) suivi par la chimie (1,61%) et les minerais non métalliques (1,37%). Un sujet de préoccupation réside dans le fait que, si l'on retire le secteur de la chaussure, aucune autre

modification structurelle, fondamentale, n'a été observée dans l'industrie de la transformation en termes de création d'emplois dans le Nordeste.

Tableau 3.
L'emploi formel dans l'industrie de transformation par rapport à l'emploi formel total (1990-2005)

Région	**% emplois dans la région**	
	1990	**1995**
Nordeste	27,06%	20,55%
	% emplois dans l'Etat	
Etats du Nordeste	**1990**	**2005**
Alagoas	38,07%	39,97%
Bahia	17,14%	14,17%
Ceará	28,95%	28,51%
Maranhão	16,81%	10,76%
Paraiba	30,58%	24,37%
Pernambuco	36,31%	20,85%
Piauí	17,48%	14,22%
Rio Grande do Norte	28,74%	19,01%
Sergipe	23,36%	18,96%

Source : RAIS

L'insertion internationale du Nordeste dans le cadre de la globalisation

Le processus d'ouverture de l'économie brésilienne au commerce extérieur, initié dans les années 1990, a produit des résultats qui dépendent fortement de la forme et du type d'insertion internationale du pays, et de chacune de ses régions. L'intensité et la nature de ce processus se traduisent de manière différenciée dans les divers espaces économiques nationaux et sont directement liées aux spécificités des appareils productifs locaux.

Le commerce extérieur de la région Nordeste s'est caractérisé par une gamme d'exportation composée de produits à forte spécialisation régionale par rapport au pays et, à l'échelle des États, à forte spécialisation par rapport à la région. Dans la période qui a suivi l'ouverture commerciale, le Nordeste a confirmé sa présence dans les secteurs exportateurs traditionnels.

La contribution relative du commerce extérieur de la région par rapport au commerce extérieur brésilien, comme il en est des rapports entre les deux PIB, régional et national, n'a pas oscillé de manière significative dans la période 1991-2007. Les exportations du Nordeste dans le total des exportations brésiliennes qui correspondaient à 9% en 1991 atteignaient 8% en fin de période. Et les achats à l'étranger ont maintenu la même proportion pendant la période, soit 7%.

Les conditions de l'ouverture peuvent être résumées par deux indicateurs qui caractérisent l'exposition de la région au commerce mondial : le coefficient d'importation et le degré ou taux d'ouverture. Le coefficient d'importation du Nordeste – qui répond à la formule m=M/PIB+M – s'est situé autour de 50% de la valeur de ce même coefficient pour le Brésil dans la décennie 1990 et à 70% dans les années 2000. Ce résultat met en évidence le moindre degré d'ouverture de l'économie de la région relativement à celle du pays. La participation du commerce international du Nordeste au PIB de la région (TO=X+M/PIB) corrobore l'affirmation selon laquelle le Nordeste est bien moins ouvert que le pays dans son ensemble. Le taux régional, qui se situait autour de 50% du même indicateur pour le pays dans les années 1990 s'élevait autour de 70% dans les années 2000.

Tableau 4.
Nordeste et Brésil. Coefficient d'importation et taux d'ouverture

Indicateurs	Années				
	1991	**1997**	**2000**	**2002**	**2005**
mNE	0,0244	0,0318	0,0574	0,0441	0,0515
mBR	0,0517	0,0712	0,0848	0,0568	0,0769
TONe	0,0703	0,0649	0,1120	0,0921	0,1459
TOBr	0,1364	0,1439	0,1843	0,1372	0,2044

Source : BRASIL, 2008. IBGE, 2008. Banco Central do Brasil, 2008.
PIB en US$ calculé selon le taux de change moyen de la période. Elaboration des auteurs.
M ou m = importations; TO = taux d'ouverture; NE ou Ne = Nordeste; BR ou Br = Brésil

Les exportations du Nordeste, par rapport à celles du Brésil, commencèrent à esquisser une évolution ascendante à partir de 2001. On note une augmentation de 12% entre 1997 et 2007. La proportion des importations de la région par rapport à celles du pays ont présenté, depuis 1999, une trajectoire également croissante. Depuis cette année-là jusqu'en 2006 la progression a atteint près de 20%. Ce résultat peut refléter l'aspect positif de l'amplification et de la modernisation de la capacité productive dès lors que les importations se composent de biens d'équipement. Cependant on remarque que lors de la dernière année étudiée la situation revient au palier de 1999.

Sans doute le commerce extérieur de la région Nordeste, dans la séquence 2003-2005, a présenté une dynamique beaucoup plus vive que les années antérieures surtout pour ce qui concerne les exportations. Lors de ces trois années, les ventes régionales à l'étranger ont augmenté de

l'ordre de 30% par an, pourcentage beaucoup plus élevé que ce qui avait été enregistré précédemment. Les importations ont connu leur plus grand souffle à partir de 2004 lorsqu'elles ont progressé en moyenne annuelle de 29%. Les ventes ayant marqué une augmentation plus que proportionnelle aux achats, le solde de la balance commerciale, négative depuis 1996, est devenu positif avec une courbe ascendante à partir de 2003.

Tableau 5.
Poids du Nordeste dans les exportations et importations du Brésil (1991-2007)

Années	X_{NE}/X_{br}	M_{NE}/M_{br}
1991	0,0904	0,0749
1992	0,0848	0,0669
1993	0,0781	0,0769
1994	0,0701	0,0763
1995	0,0912	0,0717
1996	0,0807	0,0778
1997	0,0747	0,0669
1998	0,0727	0,0657
1999	0,0699	0,0716
2000	0,0731	0,0859
2001	0,0719	0,0923
2002	0,0771	0,0982
2003	0,0836	0,0893
2004	0,0833	0,0876
2005	0,0988	0,0857
2006	0,0845	0,0857
2007	0,0815	0,0734

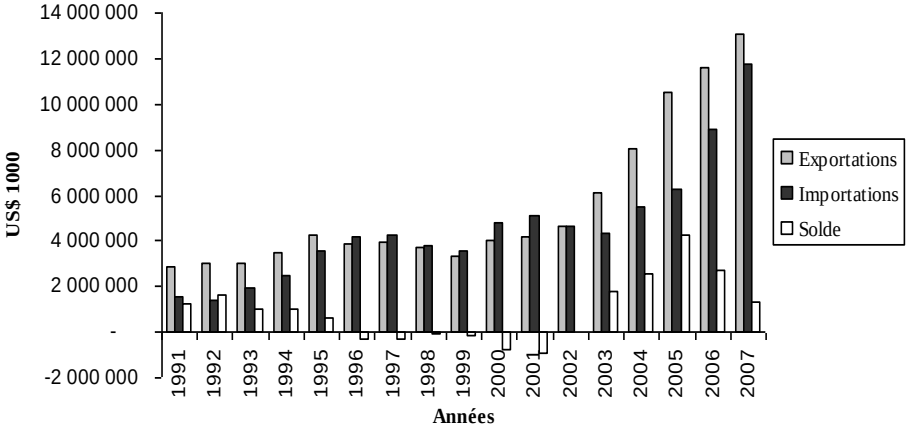
Source : BRASIL, 2008. Élaboration des auteurs. X = exportations.

Ces résultats quantitatifs révèlent, en première approximation, que la région a participé de manière décisive à la dynamique récente des ventes nationales. En 2005, ces dernières ont enregistré un niveau jamais atteint jusque-là. Le Nordeste a en effet participé à hauteur de 10% à la croissance des exportations brésiliennes entre 2002 et 2005. Cependant, en 2006, la progression des exportations a été moins que proportionnelle à l'accroissement des importations et le solde de la balance commerciale s'est rétracté comparativement aux années immédiatement antérieures. Cette situation s'est répétée lors de la dernière année analysée.

Les échanges commerciaux du Nordeste avec la Chine ont pris un essor significatif dans la période récente et ils sont responsables d'une grande partie de l'augmentation du commerce extérieur régional. De fait, à partir de 2003, les ventes réalisées avec la Chine ont progressé, en moyenne, de 68% par an et les achats opérés auprès de ce pays ont crû à une moyenne annuelle de 64%. Du coup, la contribution de ces échanges

bilatéraux au commerce extérieur du Nordeste ne cesse de s'amplifier année après année. En 2007 les achats et les ventes de la région avec la Chine ont été quatre fois supérieurs à ceux enregistrés en 2002.

Graphique 1 - Nordeste : Exportations, importations et solde (1991-2007)



Le solde de la balance commerciale du Nordeste, au cours de la période 1991-2003, accompagne, peu ou prou, le mouvement qui se vérifie à l'échelle du Brésil. On observe en effet des valeurs négatives à partir de la seconde moitié des années 1990 jusqu'en 2002. L'année suivante le solde devient positif, dépassant de 8% celui enregistré en début de période. L'inflexion notée en 2003 est due à un accroissement expressif des exportations cette année-là par rapport à l'année antérieure (31%), ce qui ne fait que confirmer une tendance esquissée depuis 2000 alors que les importations sont en perte de vitesse les deux dernières années. Ce changement de trajectoire du solde commercial s'explique en partie par l'augmentation des exportations d'un ensemble de produits (produits de base et manufacturés) et par la diminution, les deux dernières années, des importations de produits industriels à plus forte valeur ajoutée. En 2006 cette progression a été moins significative (10%). Les importations ont connu un nouveau souffle à partir de 2004 quand elles ont crû de 27% l'an et ont atteint, en 2006, une augmentation de 41%. Ainsi le solde de la balance commerciale, négatif depuis 1996, est devenu positif, a entamé une courbe ascendante à partir de 2003 et s'est rétréci les deux dernières années de la période analysée.

On peut procéder à la caractérisation de la balance commerciale régionale à travers le facteur « valeur ajoutée » et les secteurs des comptes nationaux. A partir de 2003, la participation des exportations de produits de base a augmenté au détriment des produits industriels lesquels, de leur côté, ont enregistré un plus grand poids, encore que de

manière peu significative, en ce qui concerne les produits manufacturés. Les importations de produits de base, qui ont montré un gain de 10 points de pourcentage en 2004 par rapport à 2002, sont revenues, en 2005, aux paliers antérieurs. S'agissant des produits industriels, la plus grande part continue à provenir des produits manufacturés. Ceux-ci sont fondamentalement responsables des mouvements survenus dans le domaine des produits industriels, tant en ce qui concerne les exportations que les importations. Dans ces dernières, leur poids est significativement plus important.

Tableau 6.
Solde de la balance commerciale du Nordeste selon l'intensité technologique

	Intensité				
Années	Haute	Moyenne-haute	Moyenne-basse	Basse	Non définie
1999	-22	-341	-395	546	-1
2000	-4	-651	-936	750	-1
2001	-16	-1323	-963	1284	-1
2002	-21	-1075	-358	1409	-1
2003	-7	-498	152	2095	-1
2004	-10	-465	308	2619	0
2005	-19	-213	772	3587	-2
2006	-23	-710	256	3069	-2
2007	-24	-1932	-300	3380	-3

Source : BRASIL, 2008. Élaboration des auteurs.

Les ventes de produits de base du Nordeste, à compter de 2003, ont progressé plus que proportionnellement par rapport aux ventes de produits manufacturés. En référence au facteur « valeur ajoutée » la composition des ventes totales conserve la même proportionnalité que les années antérieures.

Les ventes de la région à l'extérieur se composent essentiellement de biens produits dans des conditions de faible et moyenne intensité technologique. Ensemble ces deux niveaux d'intensité technologique représentent environ 80% du total de la valeur des exportations en 2007 et l'on observe une plus grande progression du segment moyenne-basse intensité entre 2002 et 2007. Il ne fait pas de doute que le résultat de la balance commerciale de la région a été soutenu, au cours du temps, par les secteurs entrant dans ces catégories d'intensité technologique. En 2007, le solde de la catégorie de basse intensité s'est élevé à trois milliards de dollars et a été le seul à présenter un solde positif. L'évolution favorable des marchés internationaux, et notamment de la

Chine, a évidemment stimulé les ventes des segments en relation avec l'agriculture, l'élevage et les minerais, importants secteurs de la gamme des exportations du Nordeste.

Le Brésil a enregistré des changements substantiels de son commerce extérieur ces dernières années, à la fois du point de vue quantitatif et qualitatif. Le profil de sa gamme d'échanges s'est modifié et une recomposition des secteurs exportateurs s'est produite au profit d'une diversification. Dans ce contexte on note une réduction de la dépendance nationale à l'égard de secteurs exportateurs à moindre intensité technologique et à moindre dynamisme dans le commerce mondial.

Dans le Nordeste, l'expansion quantitative des ventes à l'extérieur, ces dix dernières années, ne s'est pas reflétée dans des modifications significatives des composantes des exportations en direction de segments ayant une plus grande valeur ajoutée dans la mesure où elles demeurent liées à des secteurs intensifs en main-d'œuvre et en ressources naturelles. Elles restent basées sur l'exploitation d'avantages comparatifs classiques. Dans ce processus, deux industries attirent l'attention par la nouveauté qu'elles représentent : la chaussure et l'automobile. L'industrie de la chaussure a commencé à prendre de l'importance dans les exportations à partir de 1997. Elle est spatialement répartie dans tous les États de la région et son expansion est liée aux programmes de leurs gouvernements visant à attirer les investissements pour développer l'emploi. La seconde industrie, qui est en fait celle de l'automobile dans l'État de Bahia et qui correspond à l'installation de l'usine Ford à partir de 2002, est l'unique nouvelle référence à incorporer, dans la gamme exportatrice régionale, des produits à plus grande intensité technologique ces deux dernières décennies.

Conclusion

La présente étude n'a pas la prétention de clôturer le sujet abordé. Elle résulte simplement d'un exercice préliminaire et appelle des investigations ultérieures. Le premier objectif a consisté à rappeler les traits essentiels du processus de globalisation et de la « grande transformation » de l'économie mondiale marqués par d'importants changements structurels et spatiaux. Comme il en a été au cours des processus de mondialisation des 19e et 20e siècles, la globalisation des années 1990 et 2000 a ouvert quelques fenêtres d'opportunité pour des pays et des économies périphériques dans le même temps où elle a maintenu et parfois accentué les tensions et conflits à l'intérieur même de ces pays. Si cette étude n'a pas eu pour but de comparer ces deux moments de la globalisation, les contradictions internes aux pays périphériques – entre leur propre centre et leur périphérie – ont servi de

référence implicite à l'analyse. Par ailleurs plusieurs éléments du processus historique modelant l'économie nordestine ont été avancés afin de montrer, même rapidement, que les efforts interventionnistes du gouvernement fédéral brésilien n'ont pas atteint leur objectif de neutraliser ces contradictions régionales.

Dans la dernière partie de l'étude on a cherché à examiner deux idées centrales qui ont à voir avec les possibles transformations structurelles des secteurs productifs et de l'insertion internationale de la région nordestine et, ce faisant, on a produit des évidences empiriques attestant que le Nordeste brésilien n'est pas parvenu à mettre ses pas dans les pas plus larges de la globalisation et de l'ouverture des économies. La première idée revient à constater l'absence d'altération substantielle du profil de la structure productive nordestine et la seconde idée consiste à établir l'absence de modification du mode d'insertion internationale de l'ensemble des économies du Nordeste. Les données empiriques présentées et analysées justifient l'hypothèse contenue dans ces deux idées selon laquelle, d'un point de vue structurel, le Nordeste brésilien n'a pas tiré parti de la globalisation des années 1990 et 2000, confirmant ainsi la fragilité et la superficialité de la participation de la région à ce processus. Le fait, pour le Nordeste, d'avoir profité de l'accroissement de la demande mondiale, tirée notamment par la Chine, et d'avoir bénéficié de la valorisation des cours mondiaux de plusieurs produits de base n'a pas été suffisant pour induire des avantages structurels en faveur de la région. En dépit des efforts des gouvernements des États fédérés nordestins pour attirer de nouveaux investissements, mais aussi à cause des défaillances de l'intervention fédérale dans la région, les économies nordestines ne sont pas parvenues à mobiliser des facteurs centripètes qui auraient permis à la région de se placer sur une nouvelle trajectoire.

L'approche régionale développée dans ce chapitre permet ainsi de compléter les traitements dont font habituellement l'objet les processus de globalisation et d'émergence perçus et mesurés en rapport avec les évolutions économiques aux échelles nationales. Appréhendé dans son ensemble, le Brésil a accumulé les bénéfices de l'ouverture extérieure et de son implication croissante dans le commerce mondial. Mais, analysés à l'échelle d'une région souffrant de handicaps historiques comme le Nordeste, les effets de la globalisation et les fruits de l'émergence nationale se présentent sous des aspects équivoques : l'apparence du surcroît de dynamique productive locale cache mal les blocages et contraintes de l'économie nordestine qui tend à reproduire sa condition au fil du temps. La parabole du *Guépard* selon laquelle il faut bien que quelque chose bouge pour que rien ne change paraît pertinente pour illustrer une logique économique qui semble fonctionner comme un piège. Autant dire que, pour que les processus de globalisation et

d'émergence produisent des effets vertueux dans des régions infortunées, il n'est pas suffisant que celles-ci rallient mécaniquement les courants économiques nouveaux.

Bibliographie

Amaral Filho, J. do (2007), « Celso Furtado e a economia regional », in *Celso Furtado e o Século XXI*, organizado por João Saboia & Fernando J. Cardin de Carvalho, Minha Editora/Editora Monole, São Paulo.

Amaral Filho, J. Do (2001), « A endogeneização no desenvolvimento local e regional », in *Planejamento e Políticas Públicas-PPP*, IPEA, Brasília.

Araújo, T.B. (1996), « A questão regional » e « Aquestão nordestina », in Maria da Conceição Tavares, *Celso Furtado e o Brasil*, Editora Fundação Perseu Abramo, São Paulo.

Araújo, T.B. (1999), « Por uma Política Nacional de Desenvolvimento Regional », in *Revista Econômica do Nordeste-REN*, vol. 30, n.2, abril-junho, Fortaleza.

Banco Central do Brasil (BACEN), www.bacen.org.br

Benko, G. & Lipietz (2000), *La Richesse des Régions, la nouvelle géographie socio-économique*, Ed. PUF, Paris.

Benko, G. & Lipietz, A. (1992), *Les régions qui gagnent (districts et réseaux) : les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, PUF, Paris.

Berger, S. (2005), *How We Compete : What companies around the world are doing to make it in today's global economy*, Doubleday Broaday.

Costa Couto, R. (2006), *Brasília. Kubitchek de Oliveira*, Editora Record, Rio de Janeiro e São Paulo.

Diniz, C. C. & Crocco, M. (2006), « Bases teóricas e instrumentos da economia regional e urbana e sua aplicabilidade ao Brasil, uma breve reflexão », in Clélio C. Diniz & Marco Crocco (org.) *Economia Regional e Urbana, contribuições teóricas e recentes*, Ed. UFMG, Belo Horizonte.

Fauré, Y-A. & Hasenclever, L. org. (2005), *O desenvolvimento local no Estado do Rio de Janeiro*, Editora E-papers, Rio de Janeiro.

Fauré, Y-A. & Hasenclever, L. org. (2007), *Caleidoscópio do desenvolvimento local no Brasil. Diversidade das abordagens e das experiências*, Editora E-papers, Rio de Janeiro.

Fauré, Y-A., Hasenclever, L. E Neto S. e S. (2008), *Novos rumos para a economia fluminense. Opportunidades e desafios do crescimento do interior*, Editora E-papers, Rio de Janeiro.

Furtado, Celso (1968), *Teoria e Política do Desenvolvimento Econômico*, Ed. Biblioteca Universitária, São Paulo.

Furtado, C. (1984), *Cultura e Desenvolvimento em Época de Crise*, Editora paz e Terra, Rio de Janeiro.

Furtado, C. (1997a), « A constatação do GTDN e as exigências da atualidade », *Revista Econômica do Nordeste* – REN, vol.28, n.04, outubro-dezembro, p. 375-384, Fortaleza.

Furtado, C. (1997b), *Obra Autobiográfica de Celso Furtado*, Tomos I, II, III, Ed. Paz e Terra, Rio de Janeiro.

Guimarães Neto, Leonardo (1989), *Introdução à formação econômica do Nordeste*. Editora Massangana, Recife, PE.

IBGE, *Contas Nacionais.*

IPEA, *Dados Regionais.*

Krugman, P. (1991), *Geography and Trade,* Louven University Press/MIT Press, Leuven-London.

Lung, Y., Bellet, M. & Colletis, G, dir. (1993), "Economies de proximités», numéro special (n°3) de la *Revue d'économie régionale et urbaine*, Bordeaux.

Martin, R. (1995), "Teoria econômica e geografia humana», in Berek Gregory, Ron Martin & Grahan Smith (org.), *Geografia Humana*, Jorge Zahar Editor, Rio de Janeiro.

Ministério da Integração Regional – MIN (2003), *Política Nacional de Desenvolvimento Regional*, Proposta para Discussão, Segunda Edição Revista e Ampliada, Brasília, DF.

Murray, W. E. (2006), *Geographies of Globalization*, Routledge, London & New York.

RAIS, *Relação Anual de Informações Sociais*. Ministério do Trabalho e Emprego.

Steger, M. B. (2003), *Globalization, a very short introduction*, Oxford University Press.